Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 49
p.a.f. 0,60 € - janvier 2015

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Ne laissons pas les ennemis des travailleurs nous dresser les uns contre les autres

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Le nouveau gouvernement grec

Alexis Tspiras a choisi comme partenaire de coalition le parti de droite souverainiste, le parti des Grecs indépendants, qui a recueilli 4,75 % des voix. Certains disent qu'il s'agit d'un choix de Tsipras d'afficher un certain positionnement par rapport aux grands États de l'Europe. Mais cette alliance avec des ennemis déclarés des travailleurs qui n'ont de cesse de s'en prendre aux travailleurs immigrés, en dit long surtout sur le peu de cas que fait Tspiras de la nécessaire unité ouvrière, au-delà des origines différentes. Or, les travailleurs ne pourront pas se passer de cette unité, seule force capable d'imposer ne fut-ce qu'un dixième du programme que promet Syriza.





A Athènes : des commerces en faillite et des gens qui fouillent les poubelles des quartiers riches

Un gouvernement vraiment différent ?

Dans le gouvernement Tsipras, celui qui a le plus attiré l'attention de la presse, c'est le ministre des Finances, Yannis Varoufakis, présenté par une partie de la presse comme un furieux opposant aux plans de la Troïka. Professeur d'économie à l'université d'Austin au Texas, il a été conseiller, entre 2004 et 2006, de l'ex-Premier ministre Pasok Georges Papandréou, ce qui ne peut que convenir aux milieux d'affaires.

Le nouveau ministre de l'Économie Georges Stathakis, fils d'armateur crétois, professeur d'économie politique à l'université, très habitué à discuter avec les milieux d'affaires, de la City de Londres entre autres, est considéré comme un modéré.

Panos Kammenos, dirigeant du parti des Grecs indépendants (l'ANEL), a obtenu le poste de ministre de la Défense. Souverainiste et défenseur de l'intégrité nationale, il s'est affirmé catégoriquement hostile à ce qu'une ancienne république yougoslave ose porter le nom grec de Macédoine. Il se trouvera en bonne compagnie avec un état-major militaire réactionnaire et, pour une partie, proche des néo-nazis d'Aube Dorée.

Enfin le vice-Premier ministre, numéro deux du gouvernement, Yannis Dragasakis, est un ancien vice-ministre de l'Économie dans un gouvernement d'union nationale, regroupant pour quelques mois en 1989-90 la droite (Nouvelle Démocratie), le Pasok et Synaspismos, le groupe devenu plus tard le noyau fondateur de Syriza.

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention
à **contact@lutte-ouvriere.be**,
ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Après les élections, les travailleurs grecs devront continuer à se battre

« Syriza, c'est la sortie de l'euro, la fin de l'aide financière et le chaos », voilà en substance ce qu'a voulu faire croire la Troïka - le FMI, la BCE et l'UE - pour décourager les électeurs grecs de voter Syriza. Eh bien, son chantage n'a pas marché. Le peuple grec ne s'est pas laissé impressionner. En votant massivement pour la gauche radicale, il a rejeté l'austérité et les sacrifices, il peut en être fier !

Depuis 2009, les Grecs ont vu leurs conditions de vie s'effondrer. Le chômage a triplé, les salaires et les pensions ont été diminués de 10, 20, 30 %. Des milliers de commerces ont fermé, le système de santé a été largement démantelé, des milliers de fonctionnaires ont été licenciés.

Sauf les quelques centaines de familles liées aux armateurs et au grand capital de la distribution et du bâtiment, toute la population a été frappée. Ingénieurs, cadres, ouvriers, fonctionnaires, tous ont subi les licenciements, les retards et les amputations de salaire. Incapables de faire face aux dépenses quotidiennes, leur vie a été bouleversée.

Des familles se sont habituées à vivre sans électricité, d'autres à se soigner auprès des associations humanitaires et certaines à se nourrir de soupes populaires. Les plans dits de « sauvetage » ont accordé aux banquiers les garanties qu'ils voulaient, mais la Grèce, elle, a été transformée en pays du tiers-monde.

Après cinq ans de descente aux enfers, la population ne se résigne pas aux sacrifices. C'est une leçon pour nous tous et un gage d'avenir.

Aujourd'hui, ses espoirs se tournent vers Syriza et son leader Tsipras. Mais suffit-il de faire confiance à ceux qui se hissent au pouvoir en promettant monts et merveilles ? Sûrement pas !

Combien de fois dans le passé, avons-nous déjà mis nos espoirs dans de beaux parleurs ? Le résultat est la démoralisation, la dépolitisation et le succès actuel des démagogues d'extrême-droite dans les classes populaires.

En Grèce, les travailleurs en ont aussi fait l'amère expérience. En 2009, Papandreou, dirigeant du Parti socialiste, avait promis de « rompre avec la dictature des marchés financiers ». Une fois au pouvoir, il a veillé à ce que les banquiers soient payés en temps et en heure quoi que cela en coûte aux travailleurs.

L'histoire ne se répète pas à l'identique, mais il faut se préserver des erreurs passées. Ce n'est pas d'espoir dont les travailleurs ont besoin mais de conscience.

Tsipras a promis qu'il fera payer davantage les plus riches, y compris les armateurs et l'Église orthodoxe. Il a aussi promis de renégocier les termes de la dette auprès de la Troïka. À l'heure où tout le monde convient que cette dette ne pourra jamais être payée et que les cures d'austérité ont fait plus de mal que de bien, il obtiendra peut-être des créanciers qu'ils desserrent leur étau. Et avec une dizaine de milliards, il atténuera peut-être les souffrances des plus démunis.

Mais ce n'est pas ce qui sortira les Grecs de la misère et du chômage. Pas plus en Grèce qu'ailleurs, on ne peut créer des emplois et augmenter les salaires et les pensions sans remettre en cause les profits des capitalistes. Pour garantir des services publics de santé et d'éducation dignes, il faut faire payer les plus riches.

Il ne peut pas y avoir de miracle. On ne mettra pas fin à l'austérité sans en extirper ses racines : l'exploitation, le profit et le pouvoir des capitalistes. Et se fixer pour seul objectif de combattre les abus de certains capitalistes corrompus et voyous, comme le fait Syriza, c'est se vouer à l'impuissance.

Pour retrouver des conditions de vie dignes du 21ème siècle, il faut mener une lutte sans merci contre le pouvoir de la bourgeoisie et des financiers. Pour être victorieuse, cette lutte doit s'appuyer sur la force collective des travailleurs et sur leur action consciente car ils sont les seuls à pouvoir réorganiser la société en fonction des intérêts du plus grand nombre.

Ce n'est pas l'objectif de Syriza, mais ce doit être celui des travailleurs grecs. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas attendu les élections pour mettre en avant leurs exigences. Ils ont montré à maintes reprises leur combativité et leur détermination à se battre pour leurs conditions d'existence. Alors, tout ce que l'on peut leur souhaiter, c'est qu'ils continuent.

Si les élections permettent d'exprimer une opinion, elles ne permettent pas de changer le rapport de force avec les capitalistes. Pour cela, les seules armes des travailleurs grecs comme belges sont celles de la lutte de classe, les mobilisations et les grèves. C'est de là, et non de Syriza, que peut venir le salut.

Un marché de dupes

Les dirigeants de la FGTB n'ont donc finalement pas accepté le projet d'accord avec le patronat. Même avec la meilleure volonté du monde de garantir la paix sociale au patronat, il leur était difficile de défendre cet accord, sans perdre tout crédit auprès des travailleurs. Contre la vague possibilité d'augmenter peut-être quelques salaires de maximum 8€ par mois, toutes les attaques sont maintenues : saut de l'index, exclusions des chômeurs, la retraite à 67 ans… et bien sûr, les patrons gardent les mains libres pour licencier et baisser les salaires entreprise par entreprise.

En revanche, pendant que le patronat sort ainsi son artillerie lourde contre les travailleurs, il exige des appareils syndicaux de maintenir la « paix sociale », et donc d'inciter les travailleurs à laisser réduire leurs salaires et supprimer leurs emplois, retirer leurs allocations de chômage, et détruire ce qui reste des services publics, sans broncher !

Ne pas signer ça, c'est la moindre des choses, mais ce qui est urgent c'est d'aider les travailleurs à organiser une contre-offensive contre les plans du patronat et du gouvernement.

Dans la manifestation de novembre dernier



En haut, les grévistes de chez Delaize ; ci-contre : les métallos.

©Krasnyi / Kevin Van den Panhuyzen

Boom ou bulle ?

Aux Etats-Unis, les ventes de voitures battent des records.

En effet, aux USA, les ventes de voitures neuves ont augmenté de 6% cette année pour atteindre 16 millions de véhicules, plus qu'avant la crise de 2008. Mais la presse révèle que les constructeurs et les banquiers octroient des prêts à tour de bras y compris à ceux qui ont très peu de revenus, une situation similaire à celle qui a précédé la crise des « subprimes », sauf que les crédits ne sont cette fois pas pour les maisons, mais pour les voitures.

Mais le nombre des défauts de paiement augmente et commence à inquiéter les « analystes ».

Les capitalistes ont plein de tours dans leur sac, mais ils ne font que préparer la prochaine crise.

Une « sécurité » très explosive

Sachant qu'il y a un risque important que les emprunteurs ne puissent pas payer leurs échéances, les prêteurs font installer un « huissier électronique » sur les voitures. C'est un coupe-circuit qui peut être activé à distance et qui empêche la voiture de démarrer en cas de non paiement d'une mensualité. Il émet aussi un signal GPS pour permettre la localisation et la saisie rapide de la voiture! Les concessionnaires américains en installent près de 15 000 par mois.



Mais lors de la crise des subprimes, les banques ont aussi saisi des millions de maisons qui étaient la sécurité pour leurs crédits. Sauf que ces millions de maisons avaient perdu leur valeur et n'ont donc pas empêché le système de s'effondrer. Alors, après des millions de maisons en ruines, le travail de millions de maçons et d'autres métiers du bâtiment gaspillé, un cimetière de carcasses de voitures ?

Supprimer les CPAS pour aider les riches

Alors que des dizaines de milliers de chômeurs exclus des indemnités de chômage n'ont d'autre ressource que de demander une aide sociale, le gouvernement flamand a décidé de supprimer les CPAS qui seront intégrés aux administrations communales d'ici 2019. Une mesure qui vise évidemment à faire des économies de budgets, de locaux et de personnel. Le gouvernement wallon, lui, a décidé de laisser aux communes le choix de fusionner ou non avec leur CPAS. De fait, cette idée est évoquée par de nombreux responsables communaux, confrontés à de graves problèmes budgétaires. La 6e réforme de l'Etat a transféré aux pouvoirs régionaux, provinciaux et surtout communaux, de nombreuses dépenses supplémentaires, mais en ne transférant qu'une partie seulement des budgets qui y étaient affectés précédemment. Ainsi, par exemple, le président du CPAS de Liège explique que les communes ne recevront que 70% du budget nécessaire pour payer le Revenu d'Intégration Sociale (RIS) à tous ceux qui en auraient besoin et y auraient légalement droit.

Et maintenant ?

Les dirigeants de la FGTB n'ont pourtant pas fermé les portes, comme ils disent. Que le gouvernement revienne sur sa décision d'appliquer un saut de l'index, et la FGTB pourrait être à nouveau à la table de négociations. Mais ce n'est pas pour cela que tout le reste deviendrait acceptable pour les travailleurs !
Et si le gouvernement ne revient pas sur le saut de l'index ? Il peut en effet appliquer le « préaccord » sans la signature de tous les syndicats. C'est déjà ce qui s'est passé la dernière fois.
Alors oui, de nouvelles mobilisations seront nécessaires, et nous ferions bien de nous y préparer dès maintenant, car il n'y a rien à attendre, ni des négociations… ni de dirigeants syndicaux qui nous ont fait attendre des résultats de ces vaines négociations.

Il faut une augmentation des salaires !

Le secrétaire général de la FGTB, Marc Goblet, a déclaré que selon lui, il pourrait y avoir une hausse de salaire plus élevée que 0,3% et le maintien de l'indexation des salaires. Il se base pour cela sur des études qui montreraient que c'est possible tout en « remplissant l'objectif de réduction de l'écart salarial » avec les pays voisins !

Ce prétendu « écart salarial » relève du chantage utilisé par le patronat et sert à décourager les travailleurs de réclamer des salaires qui correspondent à leurs besoins de vie ! Ce n'est pas avec les études de Goblet, mais en refusant ce chantage que les travailleurs d'ici et des pays voisins pourront imposer les augmentations de salaires nécessaires !

Prendre aux pauvres au CPAS de Tournai

50 emplois seront supprimés au CPAS de Tournai, dont 33 licenciements secs. « Les critères objectifs », pour désigner ceux qui perdront leur job concentrent les licenciements sur les jeunes travailleurs. Une manière de diviser les salariés entre ceux qui se retrouvent au chômage et les plus âgés « qui auront la chance » d'effectuer plus de travail sans l'aide de leurs jeunes collègues. Dépression pour les uns, burn-out pour les autres.

Les mesures d'économies pèseront lourdement sur la population : suppression du service de médiation de dette (alors que l'endettement explose), fermeture de centre communautaire du 3e âge, d'un centre de scolarité, d'une maison de quartier, augmentation du prix des repas à domicile, augmentation des tarifs des maisons de repos. Et, alors que de jeunes mères isolées sont en train d'être exclues du chômage, le CPAS de Tournai réduira les horaires d'ouverture des crèches.

Mais cela fait longtemps que le bourgmestre de Tournai et ex-ministre président de la Région wallonne, Rudy Demotte, a choisi son camp : celui du capitalisme, contre les pauvres.

SNCB : destination mieux ?

Les propos rassurants et enthousiastes de la direction à propos du nouveau plan de transport de la SNCB détonent avec la réalité de tous les jours pour les cheminots et les utilisateurs du rail.

On a sabré dans le service des petites lignes rurales et supprimé de nombreux trains tôt le matin ou tard le soir. De nombreux horaires ne sont absolument plus adaptés aux heures de cours dans les écoles, problème d'autant plus aigu pour les étudiants.

Non, le but n'était pas de mieux servir les usagers, mais de faire des économies, une fois encore. Entre autres, en diminuant encore le temps de stationnement de certains trains entre 2 trajets. C'est pour cette raison que de nombreux trains ne restent désormais plus cantonnés sur une ligne. Une fois arrivés au terminus, ils s'en vont desservir une autre destination. De ce fait, les perturbations en cascade s'en retrouvent encore plus souvent étendues à plusieurs lignes, plutôt que de rester localisées. La conséquence directe de cette situation est l'augmentation du nombre de trains supprimés entièrement ou partiellement, simplement pour remettre le train dans son roulement et son sillon. En 2013 déjà, en moyenne, chaque jour 83 trains ont été supprimés !

De 1990 à 2014, le nombre de cheminots est passé de 66 000 à 37 000. Le trafic des voyageurs a doublé sur la même période. De nombreux trains sont supprimés simplement par manque de conducteur disponible ! Dans ces conditions, pour les cheminots, c'est de la gestion de l'urgence au quotidien, dans le stress quotidien.

Dans les dix ans à venir, la moitié des cheminots partira à la retraite. Si le groupe SNCB se vante d'embaucher, ces embauches ne remplacent cependant qu'une partie des départs.

Les statistiques de retard s'améliorent cependant, mais en trompe-l'œil. Car un train supprimé laissant ses voyageurs sur le quai, n'est pas un train en retard. Et pour être sûr que les statistiques restent belles malgré tout, la direction de la SNCB et ses nombreux consultants payés à prix d'or ont trouvé un truc : augmenter les temps de parcours de 3%. Il fallait y penser…



Ils montrent l'exemple…

Dans une émission radio de la RTBF, Milquet, ministre de l'enseignement de la Communauté française, est longuement intervenue sur le rôle que l'école aurait, selon elle, dans « l'apprentissage du respect de l'autre et du vivre ensemble ».

En attendant, elle poursuit les économies dans l'enseignement, pour payer la dette de jeu des banquiers et des capitalistes qui fabriquent le chômage et l'exclusion des jeunes.

En tout cas, Milquet, ses collègues ministres et leurs maîtres patronaux manquent totalement de « respect » pour les jeunes.

Retour de flamme

Lors des perquisitions de jeudi 16 janvier, la police a dû faire face à des malfrats équipés d'armes de guerre. Le même jour, la presse se réjouissait de l'augmentation de l'exportation d'armes de fabrication wallonne.

On se souvient notamment de celles livrées au dictateur Kadhafi, à l'époque où il était encore l'ami des puissances européennes et emprisonnait dans des conditions effroyables les réfugiés du continent africain dans des camps de rétention financés par l'Union européenne.

Les bombardements de 2011 auxquels l'armée belge a participé derrière la France ont fait le reste pour plonger ce vaste pays dans un chaos sans nom, déchiré entre différentes bandes, armées de ces mêmes armes, et qui ont rayonné au Mali et au Nigéria avec Boko Haram notamment.

Aucune des armes à feu qui ravagent les pays africains n'a été fabriquée là-bas. Toutes viennent des pays riches. Quelques-unes auraient-elles retrouvé leur chemin vers la Belgique ?

Libération d'Auschwitz : des commémorations… pour continuer à ne pas se souvenir

Le 27 janvier, cela faisait 70 ans que les troupes soviétiques ont libéré le camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz. Dans les mois qui suivirent, nombreux furent ceux, qui en Europe de l'Ouest, découvrirent à travers des témoignages de survivants ou des films, l'abomination des camps nazis. Ces camps organisaient le travail forcé jusqu'à la mort de millions de déportés, pour le compte des grands groupes capitalistes allemands. Ceux qui n'étaient pas capables de travailler, les malades, les enfants, les vieillards, étaient envoyés à la chambre à gaz dès la descente du train. Les juifs, systématiquement déportés, furent décimés par millions, à côté de prisonniers soviétiques, de tsiganes, d'homosexuels, de résistants.

Puis vint la guerre froide. Pour les gouvernements occidentaux, il était bien plus important de créer un climat de peur et d'hostilité face à l'Union soviétique que de faire connaître et comprendre les causes du nazisme et des camps. Des responsables nazis furent protégés par l'église catholique et surtout par les services secrets alliés, en particuliers ceux des USA. Les dirigeants capitalistes allemands qui s'étaient enrichis sur la guerre et le travail forcé, bénéficièrent de l'impunité… à l'égal du reste, du patronat des pays occupés, comme la France et la Belgique, qui avaient collaboré à la machine de guerre nazie.

Ce n'est que tardivement, au cours des années '70 puis '80, que le grand public fut de nouveau informé sur l'existence des camps de concentration nazi et du génocide des juifs. Mais ce fut surtout pour en faire porter la responsabilité sur le peuple allemand dans son ensemble, et faire oublier que le régime d'Hitler était le choix de la classe capitaliste pour écraser les travailleurs. Et que les camps d'extermination ont d'abord été remplis par les communistes allemands puis les militants syndicalistes.

Les commémorations actuelles continuent dans le même esprit. Les dirigeants occidentaux qui s'y rassemblent, sont les héritiers des gouvernements qui furent complices des déportations et de la traque des juifs et de tous ceux qui s'opposaient au nazisme. Et parmi ces dirigeants d'aujourd'hui, certains n'hésitent pas à surfer sur la démagogie anti-musulmane actuelle.

Ne laissons pas les ennemis des travailleurs nous dresser les uns contre les autres !

Comment ne pas être choqué, comment ne pas être inquiet après les attentats ignobles perpétrés à Paris, le 7 janvier dernier ?

Mais comment ne pas être choqué aussi de l'hypocrisie des chefs d'Etat qui défilaient le dimanche d'après, bras-dessus, bras-dessous avec leurs amis le dictateur Bongo du Gabon, le terroriste d'Etat israélien Netanyahou, ou encore l'envoyé diplomatique de l'Arabie saoudite ? Dans son pays, au même moment, un jeune blogueur recevait les premiers 50 des 1 000 coups de fouets auxquels il a été condamné parce qu'il réclamait plus de liberté d'expression !

Hollande, Merkel, Charles Michel - qui était aussi de la partie - prétendent défendre les libertés qui seraient les valeurs de la France, de la Belgique ou de l'Europe ?! Les seules valeurs que connaissent ces défenseurs des intérêts des grands groupes capitalistes et de leur libre accès aux champs de pétrole et autres matières premières, ce sont les valeurs imprimées sur les billets de banque !

Mais au nom de la liberté d'expression, en se servant de l'émotion créée par l'attentat, ils veulent nous faire marcher dans leurs sales guerres !

Les libertés dont nous jouissons en Europe, ne sont nullement un fait de culture. Elles ne sont pas incarnées par la bourgeoisie qui impose sa volonté aux populations des quatre coins du monde, bien souvent par la force des armes. Non, pour arracher ces libertés, comme aussi les libertés des femmes, le droit de s'organiser en syndicats ou en partis politiques, le droit de vote, le droit de grève, le mouvement ouvrier a dû livrer des luttes importantes !

Et il ne faut pas se faire d'illusions, ces libertés, déjà limitées, peuvent vite être reprises. Dans les années après la crise commencée en 1929, quand les capitalistes licenciaient des millions de travailleurs et entraînaient l'humanité dans la seconde guerre mondiale, il n'était plus question de démocratie et de liberté d'expression !

Alors l'armée déployée aujourd'hui dans la rue sous prétexte de protéger la population peut très vite se retourner contre les travailleurs qui ne voudront pas accepter le sort de chômeurs qui leur est fait !

Oh oui, les terroristes sont des ennemis des travailleurs. Ils se réclament de la religion, mais en réalité, ils s'en servent pour creuser un fossé de sang entre les exploités de différentes origines. Ces terroristes partagent le même mépris des populations que les dirigeants impérialistes quand ils terrorisent les populations du Mali, du Nigéria, de l'Irak, de la Libye, de l'Afghanistan…, la plupart du temps de confession musulmane. Ils ne visent pas à libérer les opprimés, ils visent à les mettre au pas, pour prendre le pouvoir et perpétuer cette exploitation à leur profit.

Mais ce n'est pas l'armée qui nous protégera du terrorisme. Les budgets militaires à la hausse pour bombarder encore plus les pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, le Mali, la Palestine, déjà détruits par des années de guerre n'auront d'autre effet que de fabriquer de nouveaux terroristes.

Comment penser que cet océan de destruction puisse laisser indemnes les pays dont il est issu ? Oui, la barbarie qui a éclaté mercredi dernier dans les locaux de rédaction de Charlie Hebdo n'est que le reflet, un reflet bien artisanal en comparaison, de la barbarie à grande échelle des puissances capitalistes !

Alors non, ne marchons pas derrière nos exploiteurs, nos oppresseurs déguisés en défenseurs des libertés ! Aucune de leurs guerres n'est dans l'intérêt des travailleurs, ils n'y ont toujours eu que le rôle de chair à canon. Les jeunes des quartiers populaires n'ont pas besoin de soldats dans la rue, ils ont besoin d'une société sans guerre, où chacun ait un travail, où chacun puisse vivre dignement.

La liberté, les exploités ne l'obtiendront qu'en luttant pour une société sans exploitation. Et la classe ouvrière en a la force quand elle est unie derrière ses intérêts de classe qu'elle partage avec les exploités du monde entier et de toutes les confessions.

Milliards à gogo pour les financiers

Mario Draghi, président de la BCE (Banque centrale européenne), a annoncé que celle-ci allait racheter plus de 1 000 milliards d'euros de dettes publiques et privées douteuses ! Cela représente autour de 60 milliards d'euros d'argent frais par mois, entre mars 2015 et septembre 2016, qui iront vers les banques.

Cette mesure va permettre aux établissements financiers qui possèdent de la dette, de récupérer instantanément des sommes conséquentes. Mais elle n'est assortie d'aucune contrainte pour les obliger à les réinvestir dans la production.

Ces milliards iront grossir la spéculation, avec tous les risques économiques que cela comporte. La devise des capitalistes, c'est : « Après nous et nos profits, le déluge ».



La folie des marchés financiers

En décidant de ne plus arrimer le cours du franc suisse à celui de l'euro, jugé trop faible, la Banque nationale suisse a provoqué une chute brutale des actions à la bourse de Zurich et une envolée toute aussi brutale du franc suisse. Conséquences, des centaines de milliers de ménages polonais ou hongrois, mais aussi des nombreuses communes françaises ou allemandes qui avaient emprunté en franc suisse, ont vu leurs remboursements mensuels augmenter de 15 % d'un coup.

Que le franc suisse, l'euro, le dollar baissent ou montent, cela se transforme en catastrophe pour l'économie et pour les classes populaires. C'est fou, c'est totalement irresponsable, c'est dangereux pour tous. Et pourtant ce sont ces gens-là qui tiennent les commandes !

Mons 2015…

Les travailleurs de la Ville ne sont pas à la fête

L'inauguration de Mons 2015 « capitale européenne de la culture » a débuté par de nombreux évènements, spectacles, concerts, etc. Mais le personnel de la Ville n'est pas à la fête. Les cérémonies de l'inauguration, les nouveaux musées qui ouvriront leur porte durant l'année, entrainent un surcroît de travail pour des services confrontés à un manque de moyens humains et budgétaires.

Une grande partie du personnel travaille en contrat précaire, payé au salaire le plus bas qui soit légalement possible. Une pratique courante est de ne proposer que des contrats à temps partiel… pour un boulot qui demande un temps plein.

Les responsables se voient assignés des tâches et des délais impossibles à tenir. Raison, sans doute, pour laquelle le Collège et le Bourgmestre mettent la pression. Des dizaines de suppressions d'emplois ont ainsi été annoncées au personnel, avec comme critère le nombre de maladies ou d'absences.

Mais quelle est la première cause de ces maladies et de cet absentéisme ? Principalement l'usure physique et nerveuse de travailleurs pressurés pour pallier au sous-effectif !

Face à cette situation, il faut se rappeler qu'en 2009, la Ville avait dû emprunter 3,5 millions € pour participer à la re-capitalisation du Holding Communal, principal actionnaire de Dexia. Un prêt dont les charges annuelles étaient estimées à 500 000 € par l'échevin des finances Bernard Beugnies (MR)!

Ils ne sont pas « montois », ils sont de la classe ouvrière.

Pour la communication autour de l'inauguration de Mons 2015, des affiches, des annonces télé et radio mettent en scène des Ecossais en kilt, des Suédois au sauna, bref, des Européens, qui déclarent leur flamme : « en 2015, je suis montois… et toi ? »

Pendant ce temps, des ouvriers du Portugal, de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie triment sur les chantiers de Mons 2015, ils embellissent les rues, construisent la nouvelle gare et des nouveaux musées….

Leur semaine de travail a bien souvent 7 jours, pour des salaires horaires avoisinant les 8 euros. Leurs conditions de travail et de logement enfreignent tellement de lois que les entreprises qui les exploitent n'hésitent pas à s'opposer à la visite de délégués syndicaux.

Sans les travailleurs, aucune fête ne peut avoir lieu, mais ce n'est pas pour ça qu'ils y seraient invités.



Le chantier de la gare

Pour eux, il y a de l'argent

Pour les promoteurs immobiliers, bureaux d'architectes, entreprises du BTP, Mons 2015 a l'allure d'un très grand gâteau. Le coût de la nouvelle gare est ainsi passé de 37 à 155 millions €… dont 12% pour le seul bureau de Calatrava… récemment domicilié en Suisse pour payer moins d'impôts.

Le capital et l'exploitation n'ont pas de frontières.